

505LHH9/19

312

(1937 - 1941)

A

Travaux de lignes nouvelles - Autorisations législatives

Pour 1938

Loi de finances du 31.12.37 (art.144) (J.O. 1. 1.38)

Pour 1939

Loi de finances du 31.12.38 (art.171) (J.O. 1. 1.39)

Pour 1940

Loi de finances du 31.12.39 ( art.80) ( J.O. 1.1.40)

Pour 1941

Loi	28.12.40	(J.O. 1. 1.41
-----	----------	---------------

## EXTRAIT DU JOURNAL OFFICIEL

du 1er janvier 1941

LOI du 28 décembre 1940 fixant les crédits  
applicables aux dépenses du premier trimestre de  
l'exercice 1941

Dispositions intéressant la S.N.C.F. (articles 37 à 40)

Art. 37 - Le montant des dépenses de premier établissement que la Société nationale des chemins de fer français est autorisée à engager à partir de l'exercice 1941 pour l'exécution soit de son programme ordinaire, soit du programme quinquennal aménagé par l'article 2 de la loi du 29 octobre 1940, soit du programme spécial d'équipement prévu par l'article 3 de la même loi est fixé à une somme maximum de 11.825 millions répartis ainsi qu'il suit :

Désignation	Programme ordinaire	Programme quinquennal	Programme spécial d'équipement	Ensemble
	M. de fr.	M. de fr.	M. de fr.	M. de fr.
Travaux complémentaires .....	332	2.458	4.439	7.229
Matériel roulant neuf .....	72	1.602	2.265	3.939
Matériel roulant autre que neuf, mobilier et outillage .....	259	382	16	657
	663	4.442	6.720	11.825

Art. 38 - Le montant des dépenses de premier établissement que la Société nationale des chemins de fer français est autorisée à payer en 1941 au titre des dépenses engagées soit en vertu des lois antérieures, soit en vertu de l'article précédent, est fixé à une somme maximum de 4.654 millions répartis ainsi qu'il suit :

.....



Désignation	Programme ordinaire	Programme quinquennal	Programme spécial d'équipement	Ensemble
	M. de fr	M. de fr	M. de fr	M. de fr
A - Travaux complémentaires.....	504	500	1.500	2.504
Matériel roulant neuf..	334	1.046	459	1.839
Matériel roulant autre que neuf, mobilier et outillage.....	236	47	4	287
	1.074	1.593	1.963	4.630
B.-Travaux de lignes nouvelles.....	24	"	"	24
C.- Approvisionnements.	Mémoire	"	"	Mémoire
Total.....	1.098	1.593	1.963	4.654

La situation d'ensemble des engagements et des paiements afférents aux trois programmes susvisés est fixée par l'état I annexé à la présente loi.(1)

Art. 39. - Les paiements autorisés par l'article précédent seront couverts :

1° - Par l'utilisation du fonds de renouvellement institué par l'article 23 de la convention du 31 août 1937 ainsi que par le produit des ventes et récupérations de vieilles matières, ces ressources étant évaluées à 975 millions, dont 563 millions pour les programmes ordinaire et quinquennal et 412 millions pour le programme spécial d'équipement;

2° - Par les avances du Trésor accordées dans les conditions prévues par l'article 4 de la loi du 28 octobre 1940 pour la couverture partielle des dépenses du plan d'équipement, ces avances étant évaluées à 1.551 millions;

3° - Pour le surplus, évalué à 2.128 millions, la Société nationale des chemins de fer ou, éventuellement, les compagnies du Nord, de l'Est, de Paris à Orléans, de Paris à Lyon et à la Méditerranée et du Midi seront autorisées par application des articles 28, 29 et 43 de la convention du 31 août 1937 à émettre des emprunts au titre de l'exercice 1941. Les modalités de ces émissions seront fixées de concert par le secrétaire d'Etat aux finances et par le secrétaire d'Etat aux communications.

.....

(1) Voir annexe ci-jointe.

Art. 40. - Le montant des avances que le Trésor est autorisé à faire à la Société nationale des chemins de fer français, en application de l'article 25 de la convention du 31 août 1937 pour la couverture des charges d'emprunts non incorporés dans l'équilibre financier de l'exercice 1940 de cette société est fixé, à titre provisionnel, à la somme de 4,020 millions.

Le secrétaire d'Etat aux finances est autorisé à couvrir ces avances au moyen d'emprunts ou émissions du Trésor.

ETAT I.- Etat donnant la répartition, par catégories de dépenses et pour chacun des trois programmes de dépenses d'établissement de la Société Nationale des Chemins de fer Français :

- 1°- Des engagements effectués en vertu d'autorisations antérieures ;
- 2°- Des autorisations d'engagements accordées à partir de 1941 ;
- 3°- Des autorisations de paiement accordées pour cet exercice.

PROGRAMMES	Dépenses en- : Dépenses déjà :		Sommes restant à payer		Dépenses dont :		Sommes à payer	
	gagées au ti- : tre d'autori- : sations anté- : rieures.	payées sur : ces engage- : ments.	en 1941	au cours des : exercices : suivants	l'engagement : est autorisé : à partir de : 1941.	en 1941	Au cours des : exercices : suivants	
I - Programme ordinaire.	M. de fr.	M. de fr.	M. de fr.	M. de fr.	M. de fr.	M. de fr.	M. de fr.	
Travaux complémentaires...	967	644	233	90	332	271	61	
Matériel roulant neuf.....	742	337	282	123	72	52	20	
Matériel roulant autre								
que neuf.....	454	109	93	252	221	65	156	
Mobilier et outillage.....	110	47	40	23	38	38	"	
II - Programme quinquennal.	2.273	1.137	648	488	663	426	237	
Travaux complémentaires...	724	85	323	316	2.458	177	2.281	
Matériel roulant neuf.....	1.259	36	887	336	1.602	159	1.443	
Matériel roulant autre								
que neuf.....	"	"	"	"	305	13	292	
Mobilier et outillage.....	54	11	29	14	77	5	72	
III - Programme spécial d'équipement	2.037	132	1.239	666	4.442	354	4.088	
Travaux complémentaires...	"	"	"	"	4.439	1.500	2.939	
Matériel roulant neuf.....	"	"	"	"	2.265	459	1.806	
Mobilier et outillage.....	"	"	"	"	16	4	12	
Ensemble des trois programmes	"	"	"	"	6.720	1.963	4.757	
Travaux complémentaires...	1.691	729	556	406	7.229	1.948	5.281	
Matériel roulant neuf.....	2.001	373	1.169	459	3.939	670	3.269	
Matériel roulant autre								
que neuf.....	454	109	93	252	526	78	448	
Mobilier et outillage.....	164	58	69	37	131	47	84	
TOTAL.....	4.310	1.269	1.887	1.154	11.825	2.743	9.082	



## EXTRAIT DU JOURNAL OFFICIEL

du 1er janvier 1941

-----

LOI du 28 décembre 1940 fixant les crédits  
applicables aux dépenses du premier trimestre de  
l'exercice 1941

Dispositions intéressant la S.N.C.F. (articles 37 à 40)

-----

Art. 37 - Le montant des dépenses de premier établissement que la Société nationale des chemins de fer français est autorisée à engager à partir de l'exercice 1941 pour l'exécution soit de son programme ordinaire, soit du programme quinquennal aménagé par l'article 2 de la loi du 29 octobre 1940, soit du programme spécial d'équipement prévu par l'article 3 de la même loi est fixé à une somme maximum de 11.825 millions répartis ainsi qu'il suit :

Désignation	Programme ordinaire	Programme quinquennal	Programme spécial d'équipement	Ensemble
	M. de fr.	M. de fr.	M. de fr.	M. de fr.
Travaux complémentaires .....	332	2.458	4.439	7.229
Matériel roulant neuf .....	72	1.602	2.265	3.939
Matériel roulant autre que neuf, mobilier et outillage .....	259	382	16	657
	663	4.442	6.720	11.825

Art. 38 - Le montant des dépenses de premier établissement que la Société nationale des chemins de fer français est autorisée à payer en 1941 au titre des dépenses engagées soit en vertu des lois antérieures, soit en vertu de l'article précédent, est fixé à une somme maximum de 4.654 millions répartis ainsi qu'il suit :

.....

Désignation	Programme ordinaire	Programme quinquennal	Programme spécial d'équipement	Ensemble
	M. de fr	M. de fr	M. de fr	M. de fr
A - Travaux complémentaires.....	504	500	1.500	2.504
Matériel roulant neuf..	334	1.046	459	1.839
Matériel roulant autre que neuf, mobilier et outillage.....	236	47	4	287
	1.074	1.593	1.963	4.630
B.-Travaux de lignes nouvelles.....	24	"	"	24
C.- Approvisionnements.	Mémoire	"	"	Mémoire
Total.....	1.098	1.593	1.963	4.654

La situation d'ensemble des engagements et des paiements afférents aux trois programmes susvisés est fixée par l'état I annexé à la présente loi.(1)

Art. 39.- Les paiements autorisés par l'article précédent seront couverts :

1°- Par l'utilisation du fonds de renouvellement institué par l'article 23 de la convention du 31 août 1937 ainsi que par le produit des ventes et récupérations de vieilles matières, ces ressources étant évaluées à 975 millions, dont 563 millions pour les programmes ordinaire et quinquennal et 412 millions pour le programme spécial d'équipement;

2°- Par les avances du Trésor accordées dans les conditions prévues par l'article 4 de la loi du 28 octobre 1940 pour la couverture partielle des dépenses du plan d'équipement, ces avances étant évaluées à 1.551 millions;

3°- Pour le surplus, évalué à 2.128 millions, la Société nationale des chemins de fer ou, éventuellement, les compagnies du Nord, de l'Est, de Paris à Orléans, de Paris à Lyon et à la Méditerranée et du Midi seront autorisées par application des articles 28,29 et 43 de la convention du 31 août 1937 à émettre des emprunts au titre de l'exercice 1941. Les modalités de ces émissions seront fixées de concert par le secrétaire d'Etat aux finances et par le secrétaire d'Etat aux communications.

.....

(1) Voir annexe ci-jointe.



Art. 40. - Le montant des avances que le Trésor est autorisé à faire à la Société nationale des chemins de fer français, en application de l'article 25 de la convention du 31 août 1937 pour la couverture des charges d'emprunts non incorporés dans l'équilibre financier de l'exercice 1940 de cette société est fixé, à titre provisionnel, à la somme de 4.020 millions.

Le secrétaire d'Etat aux finances est autorisé à couvrir ces avances au moyen d'emprunts ou émissions du Trésor.

ETAT I.- Etat donnant la répartition, par catégories de dépenses et pour chacun des trois programmes de dépenses d'établissement de la Société Nationale des Chemins de fer Français :

- 1° Des engagements effectués en vertu d'autorisations antérieures ;
- 2° Des autorisations d'engagements accordées à partir de 1941 ;
- 3° Des autorisations de paiement accordées pour cet exercice.

PROGRAMMES		Dépenses en- gagées au ti- tre d'autori- sations anté- rieures.	Dépenses déjà payées sur ces engage- ments.	Sommes restant à payer en 1941	au cours des exercices suivants	Dépenses dont: l'engagement est autorisé à partir de 1941.	Sommes à payer en 1941	Au cours des exercices suivants
		M. de fr.	M. de fr.	M. de fr.	M. de fr.	M. de fr.	M. de fr.	M. de fr.
I - Programme ordinaire.								
Travaux complémentaires...		967	644	233	90	332	271	61
Matériel roulant neuf.....		742	337	282	123	72	52	20
Matériel roulant autre								
que neuf.....		454	109	93	252	221	65	156
Mobilier et outillage.....		110	47	40	23	38	38	"
II - Programme quinquennal.								
Travaux complémentaires...		2.273	1.137	648	488	663	426	237
Matériel roulant neuf.....		724	85	323	316	2.458	177	2.281
Matériel roulant autre		1.259	36	887	336	1.602	159	1.443
Matériel roulant autre								
que neuf.....		"	"	"	"	305	13	292
Mobilier et outillage.....		54	11	29	14	77	5	72
III - Programme spécial d'équipement								
Travaux complémentaires...		2.037	132	1.239	666	4.442	354	4.088
Matériel roulant neuf.....		"	"	"	"	4.439	1.500	2.939
Matériel roulant autre		"	"	"	"	2.265	459	1.806
Mobilier et outillage.....		"	"	"	"	16	4	12
Ensemble des trois programmes		"	"	"	"	6.720	1.963	4.757
Travaux complémentaires....		1.691	729	556	406	7.229	1.948	5.281
Matériel roulant neuf.....		2.001	373	1.169	459	3.939	670	3.269
Matériel roulant autre								
que neuf.....		454	109	93	252	526	78	448
Mobilier et outillage.....		164	58	69	37	131	47	84
TOTALUX.....		4.310	1.269	1.887	1.154	11.825	2.743	9.082

## EXTRAIT DU JOURNAL OFFICIEL

du 1er janvier 1941

LOI du 28 décembre 1940 fixant les crédits  
applicables aux dépenses du premier trimestre de  
l'exercice 1941

Dispositions intéressant la S.N.C.F. (articles 37 à 40)

Art. 37 - Le montant des dépenses de premier établissement que la Société nationale des chemins de fer français est autorisée à engager à partir de l'exercice 1941 pour l'exécution soit de son programme ordinaire, soit du programme quinquennal aménagé par l'article 2 de la loi du 29 octobre 1940, soit du programme spécial d'équipement prévu par l'article 3 de la même loi est fixé à une somme maximum de 11.825 millions répartis ainsi qu'il suit :

Désignation	Programme ordinaire	Programme quinquennal	Programme spécial d'équipement	Ensemble
	M. de fr.	M. de fr.	M. de fr.	M. de fr.
Travaux complémentaires .....	332	2.458	4.439	7.229
Matériel roulant neuf .....	72	1.602	2.265	3.939
Matériel roulant autre que neuf, mobilier et outillage .....	259	382	16	657
	663	4.442	6.720	11.825

Art. 38 - Le montant des dépenses de premier établissement que la Société nationale des chemins de fer français est autorisée à payer en 1941 au titre des dépenses engagées soit en vertu des lois antérieures, soit en vertu de l'article précédent, est fixé à une somme maximum de 4.654 millions répartis ainsi qu'il suit :

.....



Désignation	Programme ordinaire	Programme quinquennal	Programme spécial d'équipement	Ensemble
	M. de fr	M. de fr	M. de fr	M. de fr
A - Travaux complémentaires.....	504	500	1.500	2.504
Matériel roulant neuf..	334	1.046	459	1.839
Matériel roulant autre que neuf, mobilier et outillage.....	236	47	4	287
	1.074	1.593	1.963	4.630
B.-Travaux de lignes nouvelles.....	24	"	"	24
C.- Approvisionnements.	Mémoire	"	"	Mémoire
Total.....	1.098	1.593	1.963	4.654

La situation d'ensemble des engagements et des paiements afférents aux trois programmes susvisés est fixée par l'état I annexé à la présente loi. (1)

Art. 39. - Les paiements autorisés par l'article précédent seront couverts :

1°- Par l'utilisation du fonds de renouvellement institué par l'article 23 de la convention du 31 août 1937 ainsi que par le produit des ventes et récupérations de vieilles matières, ces ressources étant évaluées à 975 millions, dont 563 millions pour les programmes ordinaire et quinquennal et 412 millions pour le programme spécial d'équipement;

2°- Par les avances du Trésor accordées dans les conditions prévues par l'article 4 de la loi du 28 octobre 1940 pour la couverture partielle des dépenses du plan d'équipement, ces avances étant évaluées à 1.551 millions;

3°- Pour le surplus, évalué à 2.128 millions, la Société nationale des chemins de fer ou, éventuellement, les compagnies du Nord, de l'Est, de Paris à Orléans, de Paris à Lyon et à la Méditerranée et du Midi seront autorisées par application des articles 28, 29 et 43 de la convention du 31 août 1937 à émettre des emprunts au titre de l'exercice 1941. Les modalités de ces émissions seront fixées de concert par le secrétaire d'Etat aux finances et par le secrétaire d'Etat aux communications.

.....

(1) Voir annexe ci-jointe.

Art. 40. - Le montant des avances que le Trésor est autorisé à faire à la Société nationale des chemins de fer français, en application de l'article 25 de la convention du 31 août 1937 pour la couverture des charges d'emprunts non incorporés dans l'équilibre financier de l'exercice 1940 de cette société est fixé, à titre provisionnel, à la somme de 4.020 millions.

Le secrétaire d'Etat aux finances est autorisé à couvrir ces avances au moyen d'emprunts ou émissions du Trésor.

ETAT I.- Etat donnant la répartition, par catégories de dépenses et pour chacun des trois programmes de dépenses d'établissement de la Société Nationale des Chemins de fer Français :

1°- Des engagements effectués en vertu d'autorisations antérieures ;  
 2°- Des autorisations d'engagements accordées à partir de 1941 ;  
 3°- Des autorisations de paiement accordées pour cet exercice.

PROGRAMMES	Dépenses en- : Dépenses déjà :			Sommes restant à payer		Dépenses dont :		Sommes à payer	
	gagées au ti- : tre d'autori- : sations anté- : rieures.	payées sur : ces engage- : ments.	en 1941	au cours des : exercices : suivants	l'engagement : est autorisé : à partir de : 1941.	en 1941	Au cours des : exercices : suivants		
I - Programme ordinaire.	M. de fr.	M. de fr.	M. de fr.	M. de fr.	M. de fr.	M. de fr.	M. de fr.	M. de fr.	
Travaux complémentaires...	967	644	233	90	332	271	61		
Matériel roulant neuf.....	742	337	282	123	72	52	20		
Matériel roulant autre									
que neuf.....	454	109	93	252	221	65	156		
Mobilier et outillage.....	110	47	40	23	38	38	"		
II - Programme quinquerennel.									
Travaux complémentaires...	2.273	1.137	648	488	663	426	237		
Matériel roulant neuf.....	724	85	323	316	2.458	177	2.281		
Matériel roulant autre	1.259	36	887	336	1.602	159	1.443		
que neuf.....	"	"	"	"	305	13	292		
Mobilier et outillage.....	54	11	29	14	77	5	72		
III - Programme spécial d'équipement									
Travaux complémentaires...	2.037	132	1.239	666	4.442	354	4.088		
Matériel roulant neuf.....	"	"	"	"	4.439	1.500	2.939		
Mobilier et outillage.....	"	"	"	"	2.265	459	1.806		
	"	"	"	"	16	4	12		
Ensemble des trois programmes	"	"	"	"	6.720	1.963	4.757		
Travaux complémentaires...	1.691	729	556	406	7.229	1.948	5.281		
Matériel roulant neuf.....	2.001	373	1.169	459	3.939	670	3.269		
Matériel roulant autre									
que neuf.....	454	109	93	252	526	78	448		
Mobilier et outillage.....	164	58	69	37	131	47	84		
TOTAUX.....	4.310	1.269	1.887	1.154	11.825	2.743	9.082		



Extrait du Journal officiel

Lois et décrets du 1<sup>er</sup> janvier 1939

Extrait de la loi de finances du 31 Décembre 1938

art 171. Travaux de lignes nouvelles

Art. 171. — Les travaux de lignes nouvelles à exécuter pendant l'année 1939

par la Société nationale des chemins de fer français ne pourront excéder le maximum de vingt et un millions de francs (21.000.000 fr.).

En dehors des travaux de parachèvement sur les lignes, sections de lignes en exploitation ou des études de lignes dont l'exécution n'est pas commencée, aucune dépense imputable sur les avances remboursables en annuités ne pourra être engagée sur des lignes autres que celles qui sont inscrites à l'état K annexé.

Les versements de la Société nationale seront portés à un compte intitulé « Fonds versés par la Société nationale des chemins de fer français en exécution des conventions de 1883, 1921 et 1937.

Les crédits non employés à la clôture de l'exercice ne pourront être reportés sur l'exercice suivant qu'en vertu d'une loi

211

LOIS et DECRETS

Extrait de la loi portant fixation du budget général  
de l'exercice 1939.

S. N. C. F. Travaux de lignes nouvelles

Art. 171. — Les travaux de lignes nouvelles à exécuter pendant l'année 1939

par la Société nationale des chemins de fer français ne pourront excéder le maximum de vingt et un millions de francs (21.000.000 fr.).

En dehors des travaux de parachèvement sur les lignes, sections de lignes en exploitation ou des études de lignes dont l'exécution n'est pas commencée, aucune dépense imputable sur les avances remboursables en annuités ne pourra être engagée sur des lignes autres que celles qui sont inscrites à l'état K annexé.

— Les versements de la Société nationale seront portés à un compte intitulé « Fonds versés par la Société nationale des chemins de fer français en exécution des conventions de 1883, 1921 et 1937. »

Les crédits non employés à la clôture de l'exercice ne pourront être reportés sur l'exercice suivant qu'en vertu d'une loi.



Débats parlementaires du 31 déc. 1938

CHAMBRE

Discussion du projet de loi modifié par le Sénat  
portant fixation du budget général de l'exercice 1939

[Article 93 septies (nouveau).]

**M. le président.** La commission propose d'introduire ici, sous le n° 93 septies, un article nouveau qui serait ainsi conçu :

« Art. 93 septies. — Les travaux de lignes nouvelles à exécuter pendant l'année 1939 par la Société nationale des chemins de fer français ne pourront excéder le maximum de 24 millions de francs.

« En dehors des travaux de parachèvement sur les lignes, sections de lignes en exploitation ou des études de lignes dont l'exécution n'est pas commencée, aucune dépense imputable sur les avances remboursables en annuités ne pourra être engagée sur des lignes autres que celles qui sont inscrites à l'état K annexé.

« Les versements de la Société nationale seront portés à un compte intitulé : « Fonds versés par la Société nationale des chemins de fer français en exécution des conventions de 1883, 1921 et 1937 ».

« Les crédits non employés à la clôture de l'exercice ne pourront être reportés sur l'exercice suivant qu'en vertu d'une loi. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 93 septies.

(L'article 93 septies, mis aux voix, est adopté.)



Extrait de la LOI du 31 décembre 1937  
portant fixation du budget général de l'exercice 1938

ARTICLE 144

Lignes nouvelles

Art. 144. — Les travaux de lignes nouvelles à exécuter, pendant l'année 1938, par la société nationale des chemins de fer français ne pourront excéder le maximum de 30.000.000 de francs.

En dehors des travaux de parachèvement sur les lignes, sections de lignes en exploitation ou des études de lignes dont l'exécution n'est pas commencée, aucune dépense imputable sur les avances remboursables en annuités ne pourra être engagée sur des lignes autres que celles qui sont inscrites à l'état J annexé.

Les versements de la Société nationale seront portés à un compte intitulé : « Fonds versés par la Société nationale des chemins de fer français, en exécution des conventions de 1883, 1921 et 1937. »

Les crédits non employés à la clôture de l'exercice ne pourront être reportés sur l'exercice suivant qu'en vertu d'une loi.